

Passe Navigo. Valérie Pécresse : «S'il le faut, nous instaurerons une taxe Valls !»

🏠 > Île-de-France & Oise > Transports en Île-de-France & Oise | Nathalie Schuck et Bertrand Schneider | 19 juin 2016, 20h36 | MAJ : 20 juin 2016, 10h10 | [f](#) [t](#) [m](#) 77

🔍 1/2



Valérie Pécresse, présidente LR de la région Ile-de-France (LP/A.D.)



Le Passe unique à 70 € a-t-il vécu ? Valérie Pécresse, présidente LR de la région Ile-de-France, met le gouvernement en demeure de débloquer les financements promis. Faute de quoi, il pourrait augmenter de 10 à 15 €.

Vous organisez lundi une table ronde sur la viabilité du Passe Navigo à 70€. Est-ce pour mieux justifier une prochaine augmentation ?

Valérie Pécresse : On a une impasse annuelle de 300M€. Le Passe Navigo à 70€ par mois a été improvisé par la gauche juste avant les élections régionales et n'est pas financé. Le Premier ministre, Manuel Valls, l'a reconnu, ajoutant qu'il allait transférer des ressources fiscales pour nous aider. Le problème, c'est qu'on ne voit rien venir, alors que le budget 2017 est en cours de préparation...

Quel serait le juste prix ?

Je veux conserver le Passe unique. Son tarif d'équilibre est entre 80 et 85€ selon le STIF (*NDLR : syndicat des transports d'Ile-de-France*). Sans financement complémentaire du gouvernement, nous serons donc contraints d'instaurer une taxe Valls, entre 10 et 15€ !

Vous aviez assuré ne pas vouloir jouer au yo-yo avec le pouvoir d'achat des Franciliens. Cette taxe, quand bien même vous l'appellez taxe Valls, c'est de l'argent en moins pour les voyageurs...

C'est pour ça que je pousse un cri d'alarme ! Il faut que le Premier ministre tienne ses engagements. J'ai réussi à maintenir à bout de bras le Passe Navigo

Nathalie Schuck et
Bertrand Schneider

à 70€ pendant toute l'année scolaire, avec une aide ponctuelle du gouvernement. Mais on ne peut plus continuer sans nouvelles sources de financement. Je ne voudrais pas avoir à mettre en place cette taxe, mais je suis obligée de tenir un discours de vérité.

Les usagers risquent de payer plus cher alors qu'ils voyagent dans de mauvaises conditions. C'est la double peine !

Non ! Nous avons justement besoin de cet argent pour financer de nouvelles lignes de bus, du matériel roulant neuf, plus de sécurité, de la vidéoprotection et le plan de modernisation que nous lancerons cet été. Les usagers ne peuvent plus continuer à voyager dans des bétailières et des trains qui tombent en panne. Mon mandat, c'est d'améliorer la qualité. Et la qualité a un prix. Mais, quand le service minimum n'est pas fait, comme ces dernières semaines, j'ai obtenu une mesure de justice : l'indemnisation par la SNCF des usagers.

Une écotaxe ne serait-elle pas une source de financement moins pénalisante pour les Franciliens ?

Le conseil régional a adopté vendredi le principe d'une écotaxe pour les poids lourds qui traversent l'Île-de-France sans s'y arrêter. Elle rapporterait des dizaines de millions d'euros. Mais la Région n'a pas le pouvoir de fixer les impôts. C'est l'Etat. Cette histoire de Passe Navigo est emblématique de la gestion politique de Hollande et de Valls. Ils font des cadeaux avant les élections pour les gagner et laissent ensuite des factures impayées aux Français.

Vous préconisez un « service maximum » dans les transports. C'est une piste que vous soumettez aux candidats à la primaire de droite ?

Oui, cette question doit être à l'agenda de 2017. Aujourd'hui, en cas de grève, on a un service minimum d'un train sur trois, ça n'est pas suffisant. Il faut qu'aux heures de pointe, on obtienne des partenaires sociaux que le service soit maximum. Et si ça n'aboutit pas par la négociation, il faudra en passer par la loi. Cette logique du conflit qui bloque tout est absolument injuste pour ceux qui vont travailler et nuit à l'image de notre pays.

Sur la loi Travail, le gouvernement menace désormais d'interdire les manifestations au cas par cas, de procéder à des réquisitions. La droite en a rêvé, la gauche le fait ?

Il a hélas fallu des semaines de casse et de blocages pour en arriver là ! Le pays est épuisé, il aurait aimé que le gouvernement réagisse plus vite. Tout ça pour une réforme qui n'en est pas une, et en sacrifiant parallèlement le plan qui devait améliorer la compétitivité de la SNCF. Le gouvernement a tout cédé pour calmer la grogne. Il met des boulets aux pieds de cette grande entreprise publique, qui ne sera pas en mesure de faire face à la concurrence ! Et, ça coûtera 50M€ de plus par an, soit au voyageur, soit au contribuable.

Les Britanniques votent jeudi. Paradoxalement, le Brexit serait plutôt une bonne nouvelle pour l'Île-de-France en terme d'attractivité, non ?

Je suis à fond contre, ce serait dramatique pour l'Europe. Mais dans la guerre des métropoles, l'Île-de-France a vocation à dépasser le Grand Londres. Nous nous préparons donc à toutes les éventualités et sommes déjà montés au créneau pour dire aux entreprises « welcome to Paris Region » !

Anne Hidalgo accuse un membre de votre famille politique, Philippe Pemezec, le maire du Plessis-Robinson, de l'avoir injuriée lors d'une cérémonie. Ne doit-il pas s'excuser ?

Je n'étais pas présente, donc je n'ai pas entendu les propos, qu'il nie. Mais s'ils ont été tenus, ils sont inadmissibles.